

LEUR VALIDATION EST EN COURS

Pas d'examens professionnels avant le visa de la Fonction publique

Aucune date pour les examens professionnels concernant les enseignants des trois paliers de l'éducation. Avant de pouvoir les programmer, les enseignants concernés devront d'abord obtenir des décisions de la part de la Fonction publique, leur ouvrant droit à la promotion via ledit examen.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Pas d'examens professionnels pour les enseignants dans l'immédiat. Ils sont nombreux, en effet, à attendre cet examen pour bénéficier d'une promotion et donc d'un reclassement. Avant de pouvoir le faire, ils devront attendre les décisions visées par la Fonction publique et touchant, par exemple, les enseignants promus enseignants principaux ou les professeurs de l'enseignement technique qui devront désormais être considérés comme des professeurs de l'enseignement secondaire. Messaoud Amrioui, porte-parole de l'Unpef,

explique que le report des examens professionnels est une revendication du syndicat autonome. Il explique cela par le fait qu'un nombre important d'enseignants attendent toujours les décisions de la Fonction publique concernant leur reclassement. Des accords verbaux leur ont déjà été donnés mais ces derniers ne peuvent ouvrir droit à la participation aux examens professionnels. C'est le cas, par exemple, des enseignants principaux qui voudraient prétendre à un poste de directeur.

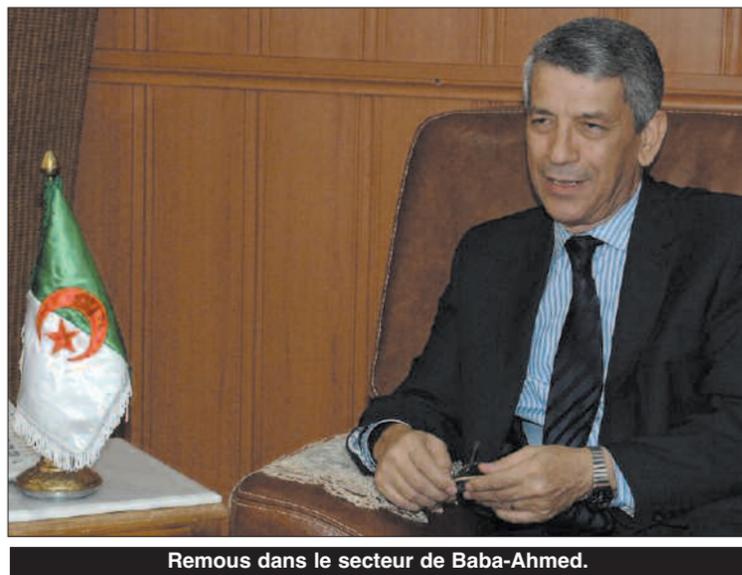
Pour sa part, Messaoud Boudiba, porte-parole du Cnapest, rappelle

que lors de la réunion du 9 janvier dernier, le syndicat autonome avait posé la problématique de l'intégration des enseignants du technique en tant que professeurs de l'enseignement secondaire classés à l'échelle 13.

Un procès-verbal avait été signé entre le syndicat et le ministère de l'Éducation qui avait approuvé la demande du Cnapest mais les décisions écrites n'ont pas encore été remises aux concernés. Messaoud Boudiba affirme que les dossiers sont au niveau de la Fonction publique.

L'examen restera donc tributaire de la signature des décisions sans lesquelles l'accès au concours n'est pas possible pour les enseignants qui attendent les décisions pour pouvoir enfin bénéficier des promotions auxquelles ils aspirent.

N. I.



Remous dans le secteur de Baba-Ahmed.

Photo : NewPress

UNE JOURNÉE DE PROTESTATION FIXÉE AU 27 MARS

Le syndicat des finances menace

Les représentants des travailleurs du secteur des finances affiliés à l'UGTA menacent de recourir à une démonstration de force, «si aucune suite ne sera donnée à nos doléances». Et en guise de première action, les syndicalistes ont décidé d'observer une journée de protestation pour le 27 mars prochain.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le communiqué final ayant sanctionné la dernière réunion des cadres syndicaux du secteur des finances, qui s'est tenue le 10 mars dernier à Batna, fait part de la «détermination des syndicalistes à aller à une grève générale de deux jours». Cette dernière pourrait intervenir les 17 et 18 avril, «dans le cas où la journée de protestation du 28 mars ne donne aucune suite à nos revendications».

Les syndicalistes du secteur des finances sous l'égide de la Fédération nationale des travailleurs des finances (UGTA) indiquent que les travailleurs des finances se voient «aujourd'hui plus que jamais concernés par la situation socioprofessionnelle qui prévaut dans le secteur». «Nos revendications sont légitimes et ne souffrent aucune ambiguïté»,

ajoute le communiqué. En effet, le communiqué, dont *Le Soir d'Algérie* détient une copie, fait état d'une série de revendications, à savoir «l'attribution d'une nouvelle prime pour les travailleurs du secteur à hauteur de 30%, la revalorisation de la prime de départ en retraite de 100%, la suppression de l'article 87 bis, la protection du fonctionnaire lors de l'exercice de son travail, la classification et unification des postes d'emploi, la restructuration de l'Office national des statistiques et la promulgation d'un statut particulier, le rejet de la dernière augmentation de 10% au profit des travailleurs des corps communs, la création d'une direction des domaines au même titre que les autres directions du secteur des finances, etc.».

Il est à noter que la fédération des finances, forte de ses 50 000 tra-



Le ministère de Djoudi interpellé.

vailleurs, avait à maintes reprises brandi la menace d'une démonstration de force, notamment les fonctionnaires relevant du secteur des Impôts. Ainsi, avec cette nouvelle

donne, une énième mise en demeure est lancée en direction du premier argentier du pays.

Par ailleurs, les fonctionnaires des Impôts qui relèvent du même

secteur avaient menacé d'une grève générale, «si les pouvoirs publics ne décident pas de libérer au profit des 25 000 travailleurs du secteur la prime relative aux pénalités de retard versée par l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy au Trésor, la prime de fonds de revenu complémentaire (FRC)».

La dernière réunion qui avait regroupé le bureau exécutif du Syndicat national des impôts (UGTA) a été marquée par un appel lancé en direction du département des finances pour «clôre définitivement le dossier relatif à la prime de fonds de revenu complémentaire (FRC) que les travailleurs des Impôts sont dans l'attente de son versement depuis près de trois années».

L'appel lancé par les représentants des travailleurs fait suite aux multiples pressions des travailleurs du secteur pour disposer de ladite prime. Une situation d'attente qui avait suscité la colère des travailleurs des Impôts qui la qualifient d'«anormale et incompréhensible».

A. B.

IDE

Les Turcs veulent prendre des participations dans des EPE de textile

Les visites d'hommes d'affaires turcs en Algérie sont désormais organisées par secteur d'activité. L'ambassade de Turquie en Algérie a changé son mode opératoire.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - «Les délégations multiseCTORIELLES se sont avérées infructueuses. Nous avons conclu qu'il faut cibler des créneaux où nos entreprises ont des chances de décrocher des marchés», a expliqué Erhan Karakoç, attaché commercial adjoint de la mission diplomatique turque. Hier à l'hôtel Sofitel d'Alger, une rencontre «B to B» s'est tenue entre des exportateurs turcs de produits électro-technologiques et des acheteurs potentiels algériens.

Cette mission commerciale a vu la participation de 13 PME turques opérant dans les domaines de câblerie, les énergies renouvelables, la fabrication de transformateurs et générateurs, etc. A savoir, 2M Cable, Demas Cable, Hes Cable, Fiule Cable, Turkuaz Cable, Erse Cable, EAE Elektronik Inc., Elektra Elektronik INC., Emek Electrical Industry INC., Entes Electronic, Europower Energy CO., Federal Electric, Istanbul Energy et Ugur



Les Turcs ciblent les créneaux porteurs.

Türkyurt INC. Une centaine d'entreprises algériennes, Sonelgaz et Mobilis entre autres, ont été invitées à déléguer des représentants.

Bref, la Turquie, a indiqué le conseiller commercial de son ambassade en Alger, s'est fixé l'objectif de doubler dans cinq ans les échanges

commerciaux avec l'Algérie, actuellement de l'ordre de 5 milliards de dollars, dont deux milliards d'exportations et trois milliards d'importations, essentiellement de GNL.

«Dans un premier temps, les exportateurs de produits électro-technologiques présents

veulent commercer», a-t-on précisé. Et de souligner sur un autre plan, que les investissements directs turcs en Algérie ont atteint 1 milliard de dollars américains avec la signature jeudi dernier par Tosyali, d'un contrat avec l'ANDI pour le montage d'une usine d'acier et de fer pour un montant de 300 millions USD.

Une usine qui s'ajoute à celles déjà en activité, celle de l'agroalimentaire à Constantine (Bifa) et celle des détergents à Blida (Hayat). D'autres investisseurs turcs démarchent toujours l'Etat algérien pour investir dans d'autres créneaux. Ainsi, l'on apprend qu'un grand industriel du textile est en négociation avec les autorités algériennes pour une prise de participation dans deux entreprises publiques de textile, l'une installée à Annaba et l'autre à Relizane. Les diplomates présents à cette rencontre «B to B» ont évité de révéler le nom de l'industriel turc. «L'annonce sera faite quand les négociations auront abouti», s'accorde-t-on à dire.

La visite du ministre turc de l'Economie, qui se prépare à pied d'œuvre, de part et d'autre, pourrait être riche en matière d'accords.

L. H.

Photo : NewPress